



Hauts-de-France : les acteurs de la commande publique se rapprochent



Les acteurs de la commande publique, réunis le 6 avril par l'Observatoire régional de la commande publique des Hauts-de-France, apprennent à se connaître. Ils ont échangé sur leurs besoins, leurs apports, leurs innovations pour mieux articuler les marchés publics et ceux qui y répondent et anticiper les gros chantiers.

Ma Gazette

Les 8,3 milliards d'euros que représente la commande publique en matière de BTP dans les Hauts-de-France constituent un levier important pour la relance économique, a souligné Laurent Buchaillat, secrétaire général aux affaires régionales lors de l'événement organisé (en vidéo) par l'Observatoire de la commande publique (ORCP) de cette région. Un événement destiné à valoriser la dynamique déjà engagée et à « fédérer davantage » tous les acteurs de la commande publique et notamment les collectivités territoriales, selon Amélia Deron, directrice de la plateforme régionale des achats de l'Etat en Hauts-de-France, qui pilote l'ORCP (le tout premier créé en France, en 2016).

En matière de commande publique, les collectivités mènent de nombreuses initiatives « mais elles ne sont pas ou peu connues alors qu'elles pourraient inspirer d'autres collectivités ou créer des liens entre des acteurs motivés par les mêmes sujets », a ajouté la directrice.

Faciliter la commande

« La mission de l'ORCP tient en un seul mot : faciliter », a résumé son président, Jacques Vernier. Il s'agit de faciliter la tâche aux collectivités, aux entreprises et à leurs partenaires. Un important « chantier » de l'ORCP consiste ainsi à simplifier et harmoniser les documents de consultation des entreprises. Un besoin largement exprimé. La CCI des Hauts-de-France organise d'ailleurs des formations sur le sujet et des rencontres entre acheteurs publics et entreprises. Laurent Rigaux, président de la Chambre des métiers et des artisans, est allé plus loin : « Des marchés doivent être réservés aux artisans », a-t-il estimé, pour éviter que les plus grosses entreprises, mieux outillées en termes de réponse, soient plus facilement choisies.



L'ORCP projette par ailleurs de créer « une seule plateforme à l'échelle de la région sur toutes les commandes publiques lancées », a indiqué Jacques Vernier. Un réseau de « facilitateurs » se constitue aussi peu à peu. Il aide les acheteurs dans la rédaction de clauses sociales ou environnementales. Mais il aide aussi les entreprises à y répondre en recrutant des professionnels formés ou des personnes en insertion, en se fournissant en matériaux spécifiques, ou en faisant connaître des produits ou services innovants.

En lien avec ses partenaires, la ville de Fourmies (Nord), aux objectifs énergétiques ambitieux, a par exemple inscrit dans ses cahiers des charges de maîtrise d'œuvre le fait que les opérateurs des chantiers doivent suivre une formation intégrée au travail sur les exigences écologiques. Une réussite selon le maire, Mickaël Hiraux, qui repose sur « une véritable volonté politique, des partenaires efficaces, de l'anticipation (...), des entreprises motivées, un appui logistique local et une bonne communication » pour convaincre les entreprises.

Anticiper pour mieux répondre

Plusieurs acteurs ont expliqué l'intérêt de pouvoir anticiper les projets de commande publique importants dans leur ampleur ou originaux dans leur forme afin d'avoir le temps de mobiliser (ou de créer) les compétences ou filières d'approvisionnement nécessaires. Si les collectivités ayant des projets de construction en béton de chanvre, par exemple, se concertent, une filière de production de ce matériaux biosourcé peut plus facilement se mettre en place, a expliqué Frédérique Seels, directrice générale du Centre de développement des éco-entreprises (CD2E).

Une meilleure communication sur les projets envisagés permet aussi aux acteurs de l'emploi (Pôle emploi), de la formation (CFA académique) et de l'insertion de se préparer en créant des filières de formation ou en mobilisant des publics spécifiques.